

Edito | Emmanuel Macron président face à un immense chantier

Les faits sont les faits... Notre pays que les nations voisines guettaient entre incrédulité et inquiétude, évaluant les risques qu'il bascule dans le populisme, vient d'élire un président de 39 ans dont le discours et les idées sont à cent lieues de pareille dérive. Il faut dire que la version française de cet avatar des démocraties, l'extrême droite, véhicule un lourd héritage dont Marine Le Pen qui avait été poussée à s'en défaire, l'a assumé par ses outrances dans la dernière ligne droite de sa campagne. Soulagés, gardons-nous pour autant du moindre cocorico! Au préalable, alors que le nouveau président a été affublé de tous les qualificatifs, et pas seulement dans les rangs du Front national, saluons la performance. Il la doit certes au sentiment républicain qui anime ce pays mais s'il est arrivé jusque là, c'est à dire au sommet de notre pyramide institutionnelle, c'est qu'il a fait preuve d'un sens de l'anticipation rare en lançant sous les yeux étonnés, et plutôt amusés, de la classe politique, un mouvement qui a rencontré un écho certain, en particulier au sein de la jeune génération de nos concitoyens intéressée par son discours sur le "progressisme". Il fallait oser le faire et du même coup couper le cordon avec le président en place dont il faisait partie du premier cercle.

Les circonstances d'une élection sans précédent sous la V^e république l'ont de surcroît beaucoup servi. Les deux grandes familles politiques, droite d'un bord -les républicains-, gauche de l'autre - les socialistes- se sont enfermées dans l'exercice mortifère des primaires dont nous continuerons de penser qu'elles sont antinomiques avec la lettre et l'esprit des institutions.. N'ont-elles elles pas produit, en 2011, un candidat nommé Hollande devenu président et n'ont-elles pas éliminé, ces derniers mois par exemple, un candidat façon Alain Juppé dont l'échec a ouvert un espace à Emmanuel Macron, avec la bénédiction de François Bayrou. Et ceci tandis que François Fillon, et pas seulement à cause des affaires, ratait sa campagne amorcée très à droite.

Le nouveau président a beau être investi de la légitimité populaire suprême, il n'en est pas moins au seuil d'un chantier d'une grande complexité. D'abord parce qu'il doit, dans à peine plus d'un mois, trouver une majorité qui lui permette de gouverner. Et là nous sommes devant une situation totalement inédite. Ce n'est pas parce que les Français ont fait preuve de cohérence en donnant aux présidents fraîchement élus une chambre des députés pour le soutenir qu'ils vont, cette fois, être fidèles à cette habitude. Et ce d'autant qu'ils ne connaissent pas, pour le plus grand nombre, les candidats d'En Marche. Dans ce scrutin majoritaire où la figure locale est souvent bien identifiée que vont faire les électeurs? Certes, Emmanuel Macron a fini par concevoir que ceux qui se sont ralliés à lui, transfuges du Ps surtout ou des Républicains, pourraient revendiquer leur appartenance à "la majorité présidentielle". Sage précaution tant le paysage issu du premier tour de la présidentielle est éclaté.. Déjà, la simple observation des prémices des élections législatives qui vont s'emballer dès demain soulignent à quel point les pronostics sont risqués. Soyons certains que la multiplication des candidatures, notamment sur la gauche de l'échiquier avec les représentants de la "France insoumise" conduira à de nombreuses situations d'élections triangulaires, au second tour le 18 juin .

Beaucoup va dépendre, aussi, des faits et gestes du nouveau président. Il a eu raison de dire qu'il ne s'attendait à aucun état de grâce; le paysage politique bouleversé l'autorise cependant à faire preuve d'audace, en montrant d'abord que son gouvernement peut illustrer le renouvellement dont il a fait son crédo et qu'il saura, dans une France qui, plus que jamais, doute des hommes qui la dirigent, au plus haut niveau, partir à sa rencontre. Défendre son ambition pour l'école qui est fondamentale, relancer le dialogue social face à une montée des tensions, entraîner un courant d'investissement dans les entreprises, contribuer à une relance de la construction européenne, et bien sûr veiller à la sécurité du pays toujours sous la menace du terrorisme. Les enjeux de sa présidence sont immenses car de sa réussite dépendront pour beaucoup, non seulement l'avenir du pays mais plus encore le renouveau de notre démocratie, sous la menace d'une extrême droite dont il ne faut pas minimiser, ce 7 mai, le nouveau bond en avant qu'elle vient de réaliser et singulièrement dans les territoires oubliés ou déclassés.



Joël Aubert

